



## Appel des organisations lycéennes à la mobilisation le 15 mars 2018

Les organisations lycéennes, Syndicat Général des Lycéens, Fédération Indépendante Démocratique Lycéenne, Union Nationale Lycéenne et Union Nationale Lycéenne Syndicale et Démocratique dénoncent la politique gouvernementale menée à l'égard des jeunes et particulièrement à l'égard des lycéen.ne.s.

Avec le Plan Étudiants et la réforme du baccalauréat, le gouvernement installe un élitisme républicain, il choisit de revenir sur le principe d'égalité du droit à l'éducation. En parallèle, il supprime l'ISF et met en œuvre des mesures fiscales qui favorisent les plus riches. Pour le Service Public, la priorité n'est pas la même, il faudrait "faire des économies".

En effet, le Plan Etudiants est censé à la fois résoudre le problème de tirage au sort et d'accès à l'Enseignement Supérieur mais il a aussi pour objectif de réduire le taux d'échec en Licence. Si les objectifs sont nobles, ce que met en place la réforme du Plan Étudiants ce n'est que purement et simplement une sélection à l'entrée de l'Université. L'instauration des attendus, l'étude des dossiers par les universités, la possibilité de se voir refuser un vœux ou d'être obligé de faire une année supplémentaire, tue le droit à l'avenir des lycéen.ne.s. **Plutôt que d'investir dans l'enseignement supérieur pour nous permettre de faire les études de notre choix, le gouvernement préfère nous sélectionner !**

Le plan étudiants n'étant pas suffisant pour faire des économies, le gouvernement élabore une réforme du Baccalauréat qui ancre la sélection en créant un Baccalauréat territorial par l'instauration du contrôle continu et par l'individualisation des parcours. C'est par le biais d'**une orientation et d'une spécialisation précoce** que le gouvernement conforte la sélection sociale mise en place par le Plan Étudiants. C'est tout simplement la fin du cadre national du Baccalauréat qui créera un Baccalauréat d'établissement. Ainsi, les universités n'auront plus qu'à sélectionner les élèves en fonction de leurs établissements !

De plus, la réforme du baccalauréat va encourager un **accroissement des inégalités territoriales**. Cette réforme va vers la création d'un Lycée à deux vitesses entre les mieux dotés, ceux de centre ville qui auront donc avec un large panel de formations proposées et de choix disponibles pour les lycéen.ne.s et les établissements les moins bien dotés, ceux de campagne, de banlieue ou en périphérie où les lycéen.ne.s seront limités dans leurs choix et donc dans leur orientation.

Les organisations lycéennes réaffirment leur volonté de construire une société plus juste où chaque jeune pourra s'émanciper et avoir un droit à l'avenir. Les organisations lycéennes exigent que l'université soit ouverte à toutes et tous. Les organisations lycéennes réaffirment leur volonté de créer un système éducatif qui cessera de renforcer les inégalités déjà existantes dans la société. Le Syndicat Général des Lycéens, la Fédération Indépendante Démocratique, l'Union Nationale Lycéenne et l'Union Nationale Lycéenne Syndicale et Démocratique revendiquent :

- Le retrait immédiat du Plan Etudiants
- Un investissement massif dans le système éducatif qui doit aller dans la création de postes mais aussi de nouvelles infrastructures de manière à accueillir tous les élèves dans la filière de leur choix et pour accompagner au mieux les élèves
- Que **le baccalauréat donne l'accès à l'université sans autres conditions**, diplôme national, premier grade de l'Enseignement Supérieur et non par des attendus.

Pour toutes ces raisons nous invitons tou.te.s les lycéen.ne.s à se mobiliser le 15 mars afin de faire reculer le gouvernement pour notre droit à l'avenir et pour dire non à la sélection !